

[Ukraine] L'autonomie des universités « mise à mal » par les sanctions contre la Russie (forum Udice)

News Tank Éducation & Recherche -
Paris - Actualité n°244557 - Publié le 09/03/2022 à 15:07

Imprimé par Xavier Teissedre - abonné #13929 - le 10/03/2022 à 09:01



Table ronde au forum d'Udice le 07/03/2022 - © Udice

« Il nous faut trouver un équilibre entre nos politiques d'internationalisation, de collaborations et d'ouverture, en accord avec les valeurs et stratégies de nos universités et nos gouvernements. Nous devons aborder ces questions avec plasticité et humilité, restant attachés à l'ouverture de la science, mais ne pouvons les traiter indépendamment du contexte géopolitique », déclare [Christine Clerici](#), présidente d'Université Paris Cité et d'Udice, lors du forum organisé par l'association le 07/03/2022 et intitulé « Les universités de recherche, moteur d'une Europe des sciences ».

Revenant sur l'invasion russe de l'Ukraine, elle indique : « En tant qu'universités, nous défendons la liberté, les droits de l'homme et l'esprit critique fondé sur la démarche scientifique. Nous portons la vision d'universités engagées pour des sociétés démocratiques, et demandons instamment à nos dirigeants politiques de nous soutenir dans nos actions en faveur des étudiants et de nos collègues ukrainiens. »

Selon Jan Palmowski, secrétaire général de [The Guild](#), l'approche mondiale de l'UE (Union européenne) en matière de R&I (Recherche et innovation) « contient déjà une grande partie des cadres avec lesquels nous pourrions analyser ce qui se passe ». Celle-ci « parle d'une ouverture maximale mais dans un contexte de multilatéralisme basé sur des règles, et je pense que c'est vraiment très important parce que nous devons être capables de faire confiance à l'autre partie, sinon cela ne peut pas fonctionner ».

« Les universités devraient prendre une responsabilité plus forte sur leur diplomatie académique, affirmer leur position et ne plus suivre uniquement leurs gouvernements qui prennent des décisions principalement pour des raisons économiques et politiques », indique [Kurt Deketelaere](#), secrétaire général de la [Leru \(League of European Research Universities\)](#).

« Les décisions politiques récentes [de gel des coopérations scientifiques avec la Russie] mettent à mal l'autonomie des universités, qui sont assez matures et intelligentes pour décider qui sont leurs partenaires fiables et leurs alliés naturels », conclut-il.

Un renforcement de la politique européenne

Pour Jan Palmowski, secrétaire général de The Guild, « la collaboration internationale et l'ouverture font partie de notre ADN en tant qu'universités de recherche ». Il salue « l'approche mondiale de l'UE (Union européenne) dans ce domaine » qui a désormais « une stratégie très claire en matière de collaboration internationale ». Comme l'indiquait News Tank dans un article du 01/10/2021, un « changement philosophique » de la stratégie internationale pour la R&I européenne a en effet été approuvée par les États.

Jan Palmowski voit positivement « le fait que nous discutons maintenant avec d'autres nations, y compris éloignées telles que le Canada et la Nouvelle-Zélande, de l'association à Horizon Europe ».

Cependant, « les atrocités commises en Ukraine nous posent à tous une question très importante sur les limites de la coopération scientifique », dit-il, estimant que « lorsqu'une guerre contre l'Europe est en cours, ces limites sont clairement atteintes ».

« Je ne pense pas que nous ayons, en tout cas pas depuis longtemps, vraiment discuté dans l'UE à ce niveau formel (...). Néanmoins, il existe un arrangement de longue date en lien avec l'association d'Israël à Horizon Europe, selon lesquels les chercheurs actifs en Cisjordanie [territoire occupé par Israël] sont exclus. Et je n'ai pas vraiment vu de protestation publique de la part de la communauté scientifique de l'UE. Il est donc clair qu'il y a déjà eu des limites à ce que nous sommes prêts à accepter en tant que communauté. »

« En fin de compte, nous devons collaborer avec un système avec lequel nous ne sommes pas d'accord et qui ne partage pas nos valeurs », estime-t-il. C'est pourquoi, « nous devons être beaucoup plus conscients de nos amis et ne pas les tenir pour acquis » et « nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour nous assurer que la Suisse et le Royaume-Uni (...) soient reconnus comme faisant partie de la même communauté ».

« Mauvais message de la Commission européenne sur la Russie »

Selon Kurt Deketelaere, secrétaire général de la Leru (League of European Research Universities), « nous croyons toujours dans ces valeurs, et il faut effectivement regarder le triste exemple du Royaume-Uni et de la Suisse qui ne sont pas ou plus dans l'Union européenne, uniquement pour des raisons politiques et économiques et non pas scientifiques.

De la même manière, la Commission européenne a délivré le mauvais message sur la Russie, envers sa communauté universitaire ».

« Nous devrions attendre et observer, comme nous l'avons fait lors des manifestations à Hong-Kong et de la répression chinoise qui touchait particulièrement les universités. Finalement, les universités chinoises et hongkongaises n'ont pas été sanctionnées. »

Il ajoute : « Nous sommes confrontés, au niveau des États, à un certain interventionnisme dans l'autonomie des établissements, qui va à l'encontre des valeurs de libertés et d'autonomie que nous devons défendre. Il y a une contradiction entre le discours politique de liberté des peuples et des universitaires ukrainiens et russes et la décision de suspendre les coopérations académiques et scientifiques avec la Russie. »

La science et les universités dans la diplomatie

« Si nous pensons que les universités sont un fondement essentiel d'une société démocratique qui peut s'engager dans des débats controversés et souvent difficiles, qui sont guidés par des normes et des valeurs que les gens partagent, alors je pense que les universités et la science sont vraiment importantes pour construire la paix », indique Jan Palmowski.

Dans ce contexte, Yves Flüchiger, président de Swissuniversities et recteur de l'Université de Genève, déclare qu'il faut miser sur trois voies :

- « la science pour la diplomatie, c'est-à-dire l'utilisation de la science pour faire avancer les objectifs diplomatiques ;
- la diplomatie pour la science, c'est-à-dire l'utilisation d'actions diplomatiques pour favoriser le progrès scientifique et technologique et faciliter la collaboration scientifique internationale ;
- la science dans la diplomatie, soit l'implication directe des acteurs scientifiques dans le processus diplomatique qui informent les objectifs des politiques étrangères avec des conseils scientifiques ».

Il estime ainsi que la communauté scientifique doit « développer le dialogue entre le monde scientifique et la société, construire des plateformes multi-institutionnelles et multidisciplinaires où nous pouvons échanger des résultats, des discussions, des données ». Et de conclure : « Nous devons également trouver des moyens de maintenir le lien avec nos collègues russes. »

Un tournant politique en Allemagne

Jan Wöpking, directeur de German U15, se dit « d'accord avec tout ce qui a été dit sur la nécessité de conserver les collaborations internationales au niveau où elles sont ».

Il ajoute qu'« en Allemagne, les perspectives ont changé depuis deux semaines. Nous sommes d'accord sur le fait que nous devons conserver ces collaborations, mais pensons qu'elles seront différentes. L'Allemagne a été le premier pays à prendre des décisions politiques envers la Russie, presque immédiatement après l'invasion de l'Ukraine, mais nos institutions avaient déjà commencé à le faire au niveau institutionnel ».

« Cette réaction s'inscrit dans le contexte allemand avec un virage à 180° en termes de politique de défense après des décennies sur la même ligne de la démilitarisation. Le chancelier Olaf Scholtz a bien indiqué dans son discours historique que rien ne serait plus comme avant. »

Cela est aussi lié à l'idée très allemande du changement par le commerce, que nous avons tentée de mettre en place avec la Russie et s'est révélée être un véritable échec. Cela nous a finalement rendus plus dépendants de la Russie et de ses ressources. »

Selon lui, « forts de ce contexte, nous sommes pour une version véritablement internationale de la diplomatie scientifique et culturelle. Cela inclut l'idée de séparer complètement les relations politiques des relations académiques et scientifiques. Honnêtement, nous étions déjà dans cette situation avant la guerre en Ukraine, avec la Chine notamment ».

« Nous avons des coopérations très importantes, voire vitales, avec différents pays qui portent des politiques plus ou moins alignées aux nôtres, mais nous devons faire un choix entre une réflexion et une coopération à l'échelle mondiale ou par blocs, uniquement avec les pays auxquels nous faisons confiance, c'est-à-dire actuellement l'UE et les pays occidentaux au sens large », conclut-il.

Les leçons de la pandémie

Yves Flückiger rappelle que « ce que nous avons appris pendant la pandémie, c'est que la science peut apporter beaucoup à la société ».

Selon lui, « si nous avons pu mettre au point de nouveaux vaccins en si peu de temps, ce qui est vraiment sans précédent dans l'histoire de la production scientifique, c'est grâce à au moins trois facteurs :

- la collaboration internationale entre tous les réseaux de chercheurs, qui ont été en mesure d'être en contact les uns avec les autres, d'échanger leurs idées, leurs données ;
- la science ouverte, sans laquelle nous n'aurions pas été en mesure de développer aussi rapidement les solutions à notre situation ;
- et un financement très fort de la recherche fondamentale ».



Udice

Udice est une association regroupant des universités de recherche intensive françaises.

Catégorie : Université

Général

Date de création	Juin 2020
Statut	Association loi 1901
Implantations (dont siège)	Paris

Missions et objectifs

Représenter les universités étant des forces scientifiques d'excellence en France, pluridisciplinaires et reconnues au niveau international tant sur des activités de recherche que de formation innovantes l'association se donne pour mission de promouvoir au niveau national, européen et international les universités dans l'ensemble de leurs missions et notamment en faveur de la recherche, de formations adossées à la recherche, de l'innovation et du lien entre la science et la société.
Ses principaux moyens d'actions sont l'information, la sensibilisation et la formation.

Membres

Les neuf universités labellisées Idex : Aix-Marseille Université, Sorbonne Université, Université Côte d'Azur, Université de Bordeaux, Université de Paris, Université de Strasbourg, Université Grenoble Alpes, Université Paris-Saclay, Université PSL.
Ainsi que l'Université Claude Bernard Lyon 1.

Présidence

Présidente : Christine Clerici

Délégué(e) général(e)

Hélène Jacquet

Fiche n° 10464, créée le 01/10/2020 à 02:24 - MàJ le 01/10/2020 à 17:28

© News Tank Éducation & Recherche - 2022 - Code de la propriété intellectuelle : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »